

Unité départementale de la Loire-Atlantique
5 rue Françoise Giroud
CS 16326
44036 Nantes Cedex 2

Nantes, le 27 janvier 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/01/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

AEROPROTEC SAINT NICOLAS DE REDON

29 Rue de Tabago
44460 Saint-Nicolas-De-Redon

Référence : N5-2026-78
Code AIOT : 0006306755

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/01/2026 dans l'établissement AEROPROTEC SAINT NICOLAS DE REDON implanté 29 Rue de Tabago à Saint-Nicolas-de-Redon (44460). L'inspection a été annoncée le 05/12/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection fait suite à une plainte sur les nuisances sonores transmise par la Ville de Saint-Nicolas-de-Redon à l'inspection des installations classées le 29/09/2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AEROPROTEC SAINT NICOLAS DE REDON
- 29 Rue de Tabago 44460 Saint-Nicolas-de-Redon
- Code AIOT : 0006306755
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société AEROPROTEC exploite, sur le site de Saint-Nicolas-de-Redon, des installations de traitement de surfaces et d'application de peinture.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de

l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suites qui avaient été données	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	Rejets des eaux industrielles	Arrêté Préfectoral du 05/08/2013, article 4-3-2-2	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suites qui avaient été données	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
7	Substances soumises à autorisation	Règlement européen du 18/12/2006	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
8	Risque incendie	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6.I	/	Demande d'action corrective	1 mois
11	Rétention et isolement	Arrêté Préfectoral du 05/08/2013, article 2.3.3.2	/	Demande d'action corrective	1 mois
13	Nuisances sonores	Arrêté Préfectoral du 05/08/2013, article 6.2.1	/	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suites qui avaient été données	Autre information
1	Mise à jour du tableau de classement ICPE	Code de l'environnement du 03/03/2022, article L513-1	Susceptible de suites	Sans objet
2	Modifications des installations	Code de l'environnement du 03/03/2022, article R181-46-II	Susceptible de suites	Sans objet
3	Rejets atmosphériques des installations	Arrêté Préfectoral du 05/08/2013, article 3-6	Susceptible de suites	Sans objet
4	Rejets atmosphériques: cas du chromate de strontium	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 27-12	/	Sans objet
5	Rejets atmosphériques: plan de gestion de solvants	Arrêté Préfectoral du 05/08/2013, article 3.4.1.5	/	Sans objet
9	Rétentions	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6.II	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suites qui avaient été données	Autre information
10	Rétention et isolement	Arrêté Préfectoral du 05/08/2013, article 4.4.1.2	/	Sans objet
12	Rejets eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 05/08/2013, article 4.3.2.4	/	Sans objet
14	Plan d'action interministériel "PFAS"	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3	/	Sans objet
15	Plan d'action interministériel "PFAS"	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a constaté, au cours de ce contrôle, des non-conformités pour lesquelles l'exploitant devra justifier de mesures correctives. L'exploitant fera part de l'ensemble de ses propositions d'actions correctives sous 1 mois accompagnées d'un échéancier de mise en œuvre.

2-4) Fiches de constats

N°1 : Mise à jour du tableau de classement ICPE

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 03/03/2022, article L513-1
Thèmes : Situation administrative, Tableau de classement
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 13/09/2023 type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>Les installations qui, après avoir été régulièrement mises en service, sont soumises, en vertu d'un décret relatif à la nomenclature des installations classées, à autorisation, à enregistrement ou à déclaration peuvent continuer à fonctionner sans cette autorisation, cet enregistrement ou cette déclaration, à la seule condition que l'exploitant se soit déjà fait connaître du préfet ou se fasse connaître de lui dans l'année suivant l'entrée en vigueur du décret.</p> <p>Le premier alinéa s'applique également lorsque l'origine du changement de classement de l'installation est un changement de classification de dangerosité d'une substance, d'un mélange ou d'un produit utilisés ou stockés dans l'installation. Le délai d'un an est, dans ce cas, calculé à partir de la date d'entrée en vigueur de ce changement de classification.</p>
Constats : <p>Dans son courrier du 12/07/2023, l'exploitant présentait un tableau de classement mis à jour. Celui-ci a amené l'inspection des installations classées à faire quelques observations.</p> <p>L'exploitant a répondu le 4 juin 2024 que la mise à jour du tableau de classement ICPE était en cours de finalisation avec un bureau d'étude (délai indiqué : 31/07/2024).</p> <p>Par ailleurs, il était précisé que le classement de toutes les substances sous les rubriques 4XXX devaient être étudiés, y compris celles inférieures à 100 kg.</p>

L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées un tableau de classement mis à jour. Ce tableau sera pris en compte dans un nouvel arrêté préfectoral complémentaire, à l'issue de l'instruction du porter à connaissance (voir point de contrôle n°2).

Type de suites proposées : Sans suite

N°2 : Modifications des installations

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 03/03/2022, article R181-46-II

Thèmes : Situation administrative, Modifications des installations

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 13/09/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L.181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.

Constats :

Un dossier de porter à connaissance portant sur la modification des installations de traitement de surfaces a fait l'objet de multiples échanges en 2019.

Suite à l'inspection de 2023, l'exploitant a répondu le 4 juin 2024 que la prise en compte des modifications dans le Porter à connaissance de 2019 et l'impact de ses modifications sur l'environnement étaient en cours de finalisation avec un bureau d'études (délai indiqué : 31/07/2024).

L'exploitant a transmis la mise à jour de son porter à connaissance. Il sera instruit par l'inspection des installations classées et donnera lieu à un nouvel arrêté préfectoral.

Type de suites proposées : Sans suite

N°3 : Rejets atmosphériques des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/08/2013, article 3-6

Thèmes: Risques chroniques, Rejets atmosphériques

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 13/09/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

Contrôle des rejets atmosphériques des installations de traitement de surface et d'application de peintures.

Constats :

L'exploitant a transmis, en amont de l'inspection :

- le rapport de mesure des rejets atmosphériques des lignes d'application de peintures , n°134856571-001-1 du 19/03/2025 ;
- le rapport de mesure des rejets atmosphériques des lignes de traitement de surface, n°100208523-002-1 du 19/03/2025 ;
- le rapport de mesure des rejets atmosphériques des lignes de traitement de surface et d'application de peintures n°100208523-003-1 du 13/01/2026.

Les résultats des mesures sont conformes aux valeurs limites d'émission prescrites dans l'arrêté préfectoral.

En 2025, le débit associé au rejet du laveur 1 est de l'ordre de 80900 m³/h et la vitesse de 17,7m/s.

En 2026, le débit associé au rejet de ce laveur est de l'ordre de 30423 m³/h et la vitesse de 6,5m/s. Or, l'arrêté préfectoral du 05/08/2013 précise, à l'article 3-4-1-2, que le débit correspond est de 56000 Nm³/h. L'exploitant précise que cet aspect est traité dans la mise à jour du Porter à connaissance de 2019 qu'il a transmis à l'inspection des installations classées (voir point n°2).

Type de suites proposées : Sans suite

N°4 : Rejets atmosphériques : cas du chromate de strontium

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 27-12

Thèmes : Risques chroniques, Rejets atmosphériques

Prescription contrôlée :

L'arrêté préfectoral d'autorisation fixe une valeur d'émission si le flux horaire de l'une des substances visées à l'annexe IV.a dépasse 0,5 g/h (...).

Annexe IV.a : Benzidine ; benzo(a)pyrène ; béryllium et ses composés inhalables, exprimés en Be ; composés du chrome VI en tant qu'anhydride chromique (oxyde de chrome VI), chromate decalcium, chromate de chrome III, chromate de strontium et chromates de zinc, exprimés en chrome VI ; dibenzo(a,h)anthracène ; 2-naphtylamine ; oxyde de bis-chlorométhyle.

Constats :

Lors de la visite de 2023, l'exploitant a présenté le rapport de contrôle des rejets atmosphériques des installations d'application de peinture de 2022.

Des mesures montraient un flux cumulé de l'ordre de 1,65 g/h en chrome VI sur les trois cabines.

Le 12 juillet 2023, une évaluation quantitative des risques sanitaires (EQRS) a été transmise à l'inspection des installations classées prenant pour hypothèses des rejets notablement inférieurs à ceux mesurés en 2022. Il était demandé à l'exploitant de mettre à jour cette EQRS.

Une mise à jour de l'EQRS a été transmise. Elle sera instruite par l'inspection des installations classées avec le porter à connaissance.

Le rapport de mesure des rejets atmosphériques des lignes d'application de peintures sus-mentionnés montrent que les flux cumulés de chrome VI sont de 0,5 g/h en 2025 et 0,41 g/h en 2026, donc à la limite de 0,5 g/h.

Type de suites proposées : Sans suites

N°5 : Rejets atmosphériques : plan de gestion de solvants

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/08/2013, articles 3.4.1.4 et 3.4.1.5

Thèmes : Risques chroniques, Plan de gestion des solvants

Prescription contrôlée :

Article 3.4.1.4 : Le flux annuel des émissions diffuses ne doit pas dépasser 25% de la quantité de solvants utilisée. La démonstration du respect de cette disposition est réalisée, notamment, au travers du plan de gestion des solvants.

Article 3.4.1.5 : Un plan de gestion des solvants, mentionnant les entrées et les sorties de solvants de l'installation est réalisé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'exploitant a transmis, en amont de l'inspection, le plan de gestion de solvants 2024.

La consommation de solvants en 2024 est de 5797 kg.

Le pourcentage d'émission diffuses de COV par rapport aux COV entrant est de 1,77 %, soit inférieur aux 25 % prescrits par arrêté préfectoral.

Type de suites proposées : Sans suite

N°6 : Rejets des eaux industrielles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/08/2013, article 4-3-2-2
Thèmes : Risques chroniques, Rejets aqueux
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 13/09/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : Article 4-3-2-2 : Les effluents qui rejoignent le réseau communal sont totalement exempts des composants suivants : cadmium, chrome VI, cyanures et nickel. (...) Les rejets d'eaux industrielles respectent les valeurs limites définies ci-dessous : voir tableau Article 4-5-1-1 : Périodicité de contrôle
Constats : Les rapports d'analyses des rejets d'eaux industrielles de janvier à juillet 2025 ont été consultés par l'inspection des installations classées sur GIDAF. L'exploitant ayant des difficultés à verser les rapports sur GIDAF, a transmis, en amont de l'inspection les rapports de mesures mensuelles d'août à novembre 2025. Les concentrations en aluminium sont en-dessous de la valeur limite d'émission sur l'année 2025. Il y a des détections de présence de cadmium et nickel sur 10 mois sur 11 alors que les effluents doivent en être exempts. L'exploitant explique que ces substances ne devraient pas être présentes dans les rejets, car elles sont issues de bains qui sont envoyés en filière de traitement de déchets dangereux lorsqu'ils sont usagés. Ils ne sont donc pas pris en charge dans la station de traitement des eaux. Après étude de la situation, l'exploitant a mis en place des clapets anti-retour sur les bains utilisant ces substances, en novembre 2025. Il attend les prochains résultats d'analyses pour vérifier si ces travaux sont efficaces.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant met ses rejets d'eaux industrielles en conformité à son arrêté préfectoral. A défaut, il justifie qu'il n'a pas de solution technique possible pour éviter la présence de cadmium et de nickel dans ses rejets et propose la mise à jour des valeurs limites d'émission applicables, sans être au-dessus des valeurs limites d'émission de l'arrêté ministériel du 02/02/1998. Il justifie, par ailleurs, que les installations d'assainissement communales sont adaptées au traitement de ces rejets (convention et autorisation de ces rejets par le gestionnaire de la station) ou à défaut la compatibilité des rejets avec le milieu récepteur.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

N°7 : Substances soumises à autorisation

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006
Thèmes : Produits chimiques, REACH
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 13/09/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : L'exploitant établit et met à jour régulièrement (au moins une fois par an), la liste des substances qu'il fabrique, importe ou utilise et qui figurent à la liste des substances candidates à l'autorisation telle qu'établie par l'Agence européenne des produits chimiques en vertu de l'article 59 du règlement n°1907/2006. L'exploitant tient cette liste à la disposition de l'inspection des installations

classées.

L'exploitant doit s'assurer que le dispositif de filtration mis en place au niveau des cabines de peinture où est utilisée de la peinture à base de chromate de strontium a une efficacité de 99% pour cette substance et que cette efficacité est maintenue pendant toute la durée d'utilisation du filtre (en considérant les modalités de remplacement mises en place sur le site).

Constats :

L'exploitant a transmis, après inspection, la liste à jour des substances inscrites à l'annexe XIV du règlement REACH. Il y a 6 substances utilisées.

Concernant particulièrement le chromate de strontium (cas des autres substances non examiné), l'exploitant met en œuvre des contrôles réguliers et des changements hebdomadaires de filtres sur les cabines de peinture. Toutefois, cela ne démontre pas que l'efficacité de la filtration atteint 99 % pour le chromate de strontium (Cf. : Fiche de données de sécurité étendue en français datant du 02 février 2022).

L'exploitant a commandé des mesures de chromate de strontium avant et après filtration de ses rejets des cabines de peintures utilisant cette substance afin de vérifier l'efficacité de la filtration. Ces tests devraient se faire au cours du 1^{er} trimestre 2026.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, dès réception, les résultats de tests sur l'efficacité de la filtration du chromate de strontium sur ses cabines de peinture utilisant cette substance.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N°8 : Risque incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6.I

Thèmes : Risques accidentels, Chauffe des bains de traitement de surface

Prescription contrôlée :

[...] Le chauffage par résistance électrique des cuves est asservi à un détecteur de niveau arrêtant le chauffage en cas de niveau insuffisant de liquide dans la cuve. Le bon fonctionnement de l'asservissement est testé régulièrement, au moins chaque semaine, et consigné dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. [...]

Constats :

Tous les bains chauffés des lignes de traitement de surface ont des sondes de niveau qui déclenchent l'arrêt du chauffage en cas de détection d'un niveau insuffisant de liquide.

Ces sondes sont testées tous les 3 mois alors qu'elles devraient être testées de manière hebdomadaire.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant organise, chaque semaine, le test des sondes de niveau des bains chauffés et renseigne le registre ad hoc afin de se conformer à la réglementation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N°9 : Rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6.II

Thèmes : Risques accidentels, Rétention des stockages
Prescription contrôlée : Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none"> • 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; • 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention sera au moins égale à : <ul style="list-style-type: none"> • la capacité totale si celle-ci est inférieure à 250 litres ; • dans le cas de liquide inflammable, 50 % de la capacité totale des récipients, avec un minimum de 250 litres ; • dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients, avec un minimum de 250 litres. [...]
Constats : Les cuves de produits susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols sont associées à des rétentions adéquates. Par ailleurs, l'ensemble du bâtiment est sur rétention.
Type de suites proposées : Sans suite

N°10 : Rétention et isolement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/08/2013, article 2.3.3.2
Thèmes : Risques accidentels, consignes de sécurité
Prescription contrôlée : [...] Ces consignes indiquent notamment : la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur. [...]
Constats : L'exploitant a présenté la consigne d'utilisation de la vanne d'obturation pour isoler le site du milieu récepteur. Toutefois, cette consigne n'est pas affichée à l'emplacement de la vanne.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant affiche de manière visible la consigne pour manœuvrer la vanne d'obturation en cas d'incendie à minima au niveau de la vanne et sur les emplacements qu'il estimera les plus judicieux. L'utilité et le fonctionnement de cette vanne seront présentés aux employés lors des formations au risque incendie.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N°12 : Rejets eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/08/2013, article 4.3.2.4
Thèmes : Risques chroniques, Eaux susceptibles d'être polluées
Prescription contrôlée : Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées notamment, par ruissellement sur les voies de circulation, les aires de stationnement, de chargement et déchargement, les aires de stockage des déchets) sont traitées par un ou plusieurs séparateurs d'hydrocarbures correctement dimensionnés ou tout autre dispositif équivalent. Ces ouvrages de traitement sont régulièrement entretenus

conformément aux recommandations du constructeur. Leur bon fonctionnement fait l'objet de vérifications au moins annuelles.

Constats :

L'exploitant a transmis le rapport d'analyses des rejets d'eaux pluviales n° ULY25-022850-1 du 10/07/2025. Les valeurs respectent les valeurs limites d'émission.

Type de suites proposées : Sans suite

N°13 : Nuisances sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/08/2013, article 6.2.1 et 6.2.2

Thèmes : Risques chroniques, Plaintes nuisances sonores

Prescription contrôlée :

Niveaux acoustiques

Constats :

Un courrier du Maire de la Ville de Saint-Nicolas-de-Redon du 29 septembre 2025 fait état de plaintes de riverains depuis 2023 concernant des nuisances sonores provenant potentiellement du site.

L'exploitant a transmis, en amont de l'inspection le rapport de mesures acoustiques n°134929485-001-1 du 13/06/2025 (mesures réalisées les 21 et 22/05/2025).

Les mesures ont été réalisées en 5 points de limite de propriété et en 4 points de zone à émergence réglementée (ZER).

Le rapport met en évidence une non-conformité en période nocturne en zone à émergence réglementée, au sud du site (point ZER n°3) : émergence à 6 dB(A) pour une émergence autorisée à 3 dB(A). A noter qu'au point ZER n°2, l'émergence est de 4 dB(A) pour une émergence autorisée à 4 dB(A).

L'exploitant ne pense pas que les niveaux acoustiques importants mesurés en ZER n°3, en période nocturne, soient dus à son activité. En effet, il explique qu'il y avait un trafic routier plus important lors de la mesure du niveau ambiant (avec activités en cours de 5h à 5h30) que lors de la mesure du niveau résiduel (pas d'activités – de 4h30 à 5h).

Toutefois, l'analyse des niveaux ambiants (avec activités) diurnes et nocturnes sur ce point, montre que le niveau est relativement stable sur ces 2 périodes (L50 à 45,5 dB(A) de jour et 44 dB(A) de nuit), laissant penser que le niveau sonore provient d'une source de bruit en continu. Le niveau résiduel nocturne étant naturellement plus bas, l'émergence est plus importante sur cette période.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant réalise une nouvelle étude acoustique permettant de lever les doutes sur les éléments suivants :

- la présence d'un (ou plusieurs) équipement(s) responsable(s) d'émergences en période nocturne, côté sud de l'établissement ;
- émergence due à l'activité de l'établissement au niveau de la zone d'habitation du plaignant.

Pour cela, il est attendu que les mesures soient réalisées dans des conditions ne permettant pas de lever des objections de la part de l'exploitant, du plaignant, de l'inspection des installations classées et de la Ville de Saint-Nicolas-de-Redon. Aussi :

- les mesures de bruit résiduel seront réalisées lors du prochain arrêt technique de l'établissement (été 2026) ;
- les mesures de bruit ambiant seront réalisées sur les mêmes plages horaires que celles réalisées pour le bruit résiduel, avec les mêmes conditions météorologiques ;
- les points de mesures en ZER seront positionnés au plus près des habitations et non en limite de propriété ;

- un point de mesure sera positionné au niveau de la zone d'habitation du plaignant ;
- les mesures seront réalisées selon la réglementation et normes en vigueur.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N°14 : Plan d'action interministériel "PFAS"

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3

Thèmes : Risques chroniques, Suivi "PFAS"

Prescription contrôlée :

L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1^{er} réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.

Constats :

Les mesures et/ou prélèvements ont été réalisés en sortie de station de traitement des effluents physico-chimiques des effluents liquides, seul point de rejet aqueux de l'établissement.

La liste des substances PFAS analysées correspond à l'ensemble des substances listées en point 1 et 2 de l'arrêté.

Type de suites proposées : Sans suite

N°15 : Plan d'action interministériel "PFAS"

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4

Thèmes : Risques chroniques, Suivi "PFAS"

Prescription contrôlée :

[...] Les mesures (prélèvement et analyse) des substances mentionnées au 2° de l'article 3 et les prélèvements des substances mentionnées au 3° de l'article 3 sont effectués par un organisme ou laboratoire agréé. [...] Les prélèvements sont réalisés dans des conditions représentatives de l'activité normale de l'installation. Les prélèvements sont effectués au(x) point(s) de rejet aqueux avant toute dilution avec d'autres effluents. Les prélèvements sont réalisés pour les substances énumérées à l'article 3 à partir d'un échantillonnage réalisé sur une durée de 24 heures. [...]

Pour l'utilisation de la méthode indiciaire (AOF) mentionnée au 1° de l'article 3, une limite de quantification de 2 µg/L est respectée. Pour chacune des substances PFAS mentionnées au 2° et au 3° de l'article 3, une limite de quantification de 100 ng/L est respectée.

Constats :

Les prélèvements ont été effectués au droit de la mesure de débit en aval du dispositif de mesure, sur 24h.

Les prélèvements ont été réalisés au moyen d'un échantillonneur automatique asservi au débit, ceci afin de constituer un échantillon représentatif de l'effluent.

La mesure de débit a été réalisée au moyen d'un débitmètre enregistreur et d'un dispositif de mesure existant.

L'exploitant a effectué 3 mesures sur 3 mois (janvier, février, mars 2024).

Les prélèvements et analyses ont été réalisés par des laboratoires agréés (APAVE St Herblain et Al-West BV).

Les limites de quantification ont été respectées : < 20 ng/L pour les PFAS et < 2 µg/ pour indice

AOF.

Les 3 rapports montrent que les concentrations en PFAS ne dépassent pas les limites de quantifications. Les concentrations en AOF varient entre 2,1 et 5,4 µg/L, avec des flux faibles (0,016 à 0,058 g/j)

Type de suites proposées : Sans suite